

L'une des hypothèses continuellement avancées lorsqu'on parle du système commercial mondial est que les pays industrialisés de l'Occident – et surtout les États-Unis – sont le moteur de la libéralisation du commerce et que le monde en développement – y compris l'Asie – veut maintenir le protectionnisme.

Il n'est pas étonnant qu'il en soit ainsi. Car ce sont les pays ayant le plus de puissance économique qui ont toujours le plus solidement soutenu la libéralisation du commerce. La décision de la Grande-Bretagne de révoquer ses lois sur les céréales a coïncidé avec l'ascension économique du pays au milieu du XIX^e siècle; les États-Unis n'ont supplanté la Grande-Bretagne comme défenseur mondial du libre-échange qu'après l'avoir dépassée sur le plan de la force industrielle; et l'engagement de l'Allemagne envers le libre-échange a été directement proportionnel à sa performance économique.

Ce sont donc essentiellement l'Amérique du Nord et l'Europe qui ont pris l'initiative aux diverses séries de négociations menées dans le cadre du GATT [Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce] – lesquelles ont mené à l'accord de vaste portée récemment conclu à Marrakech; et ce sont essentiellement l'Amérique du Nord et l'Europe qui, de l'avis de plusieurs, devraient maintenant orienter la prochaine vague de libéralisation sous les auspices de l'Organisation mondiale du commerce [OMC].

Mais en sera-t-il toujours ainsi? Le centre de gravité économique du monde se déplace rapidement vers l'est. Les taux de croissance dans une bonne partie de la région Asie-Pacifique sont déjà de deux à trois fois supérieurs au taux moyen des membres de l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques]. Si les tendances présentes se maintiennent, cette région comprendra 60 p. 100 de la population mondiale et comptera pour 50 p. 100 de la production mondiale et pour 40 p. 100 de la consommation mondiale d'ici l'an 2000. Cette croissance rapide façonne la structure de nombre d'économies asiatiques. Les barrières tarifaires sont progressivement éliminées, avec ou sans accords commerciaux en bonne et due forme. Les régimes d'investissement sont aussi en train de s'ouvrir, pour la simple raison que ces économies ont besoin d'énormes apports de capitaux étrangers et de techniques étrangères pour poursuivre leur croissance.

En bref, le renforcement économique de l'Asie s'accompagne de pressions croissantes en faveur de la libéralisation intérieure et de l'accès aux marchés étrangers. Si l'Histoire peut nous servir de guide, la région Asie-Pacifique pourrait bien devenir le principal moteur de la libéralisation du commerce et de l'investissement au siècle prochain.

C'est cette grande réalité économique – bien plus que nos engagements formels à Seattle, Bogor ou Osaka – qui illustre l'influence que les membres de l'APEC [mécanisme de Coopération économique Asie-Pacifique] auront sur le système commercial